



COMMUNE D'AoustE SUR SYE

Département de la Drôme

PLAN LOCAL D'URBANISME

Pièce 6 – Annexes techniques

Procédure	Prescription	Arrêt	Enquête publique	Approbation
Révision du PLU	02/08/2010	14/12/2015	25/04/2016 au 27/07/2016	08/11/2016



EURYECE

ZI Bois des Lots
Allée des Rossignols
26 130 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX
Tel : 04 75 04 78 24
Fax : 04 75 04 78 29

HORIZONS URBAINS

15 rue Portail FANJOUX
26130 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX
Tel: 06 81 75 93 97
Courriel: horizonsurbains@gmail.com



COMMUNE D'AOUSTE SUR SYE

Département de la Drôme

PLAN LOCAL D'URBANISME

Pièce 6.1 – Annexes sanitaires

Procédure	Prescription	Arrêt	Enquête publique	Approbation
Révision du PLU	02/08/2010	14/12/2015	25/04/2016 au 27/07/2016	08/11/2016



EURYECE

ZI Bois des Lots
Allée des Rossignols
26 130 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX
Tel : 04 75 04 78 24
Fax : 04 75 04 78 29

HORIZONS URBAINS

15 rue Portail FANJOUX
26130 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX
Tel: 06 81 75 93 97
Courriel: horizonsurbains@gmail.com

Département de la Drôme

Aouste sur Sye

COMMUNE D'AOUSTE SUR SYE

PLAN LOCAL D'URBANISME

ANNEXE SANITAIRE

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

NOM DU FICHIER:
R30106-ER1-ETU-PLU-1-002

ECHELLE:
1:0 000

EURYECE

Groupe MERLIN

27 Rue des Lats
Mée du Rozegr
26 130 Saint Paul Trois Châteaux
04 75 06 78 24
04 75 06 78 29

GRUPE MERLIN / Réf doc : R30106-ER1-ETU-PLU-1-002

Int	Etalé par	Sdité / J / dL	Date	CV/000' UT/0 jg/b
A	A. JACQUIN	T. TROUPEL	06/10/2013	21/00/0
B	A. JACQUIN	T. TROUPEL	01/12/2013	05/00/000' YN DM SH/0' YN 00/00' MY 00/0

@f YbXY

Regard

Réseau d'eaux usées

Réseau unitaire

Réseau exutoire

Conduite de refolement

Déversoir d'orage

Exutoire

Poste de refolement

Réseau d'eaux usées projeté

Conduite de refolement projetée

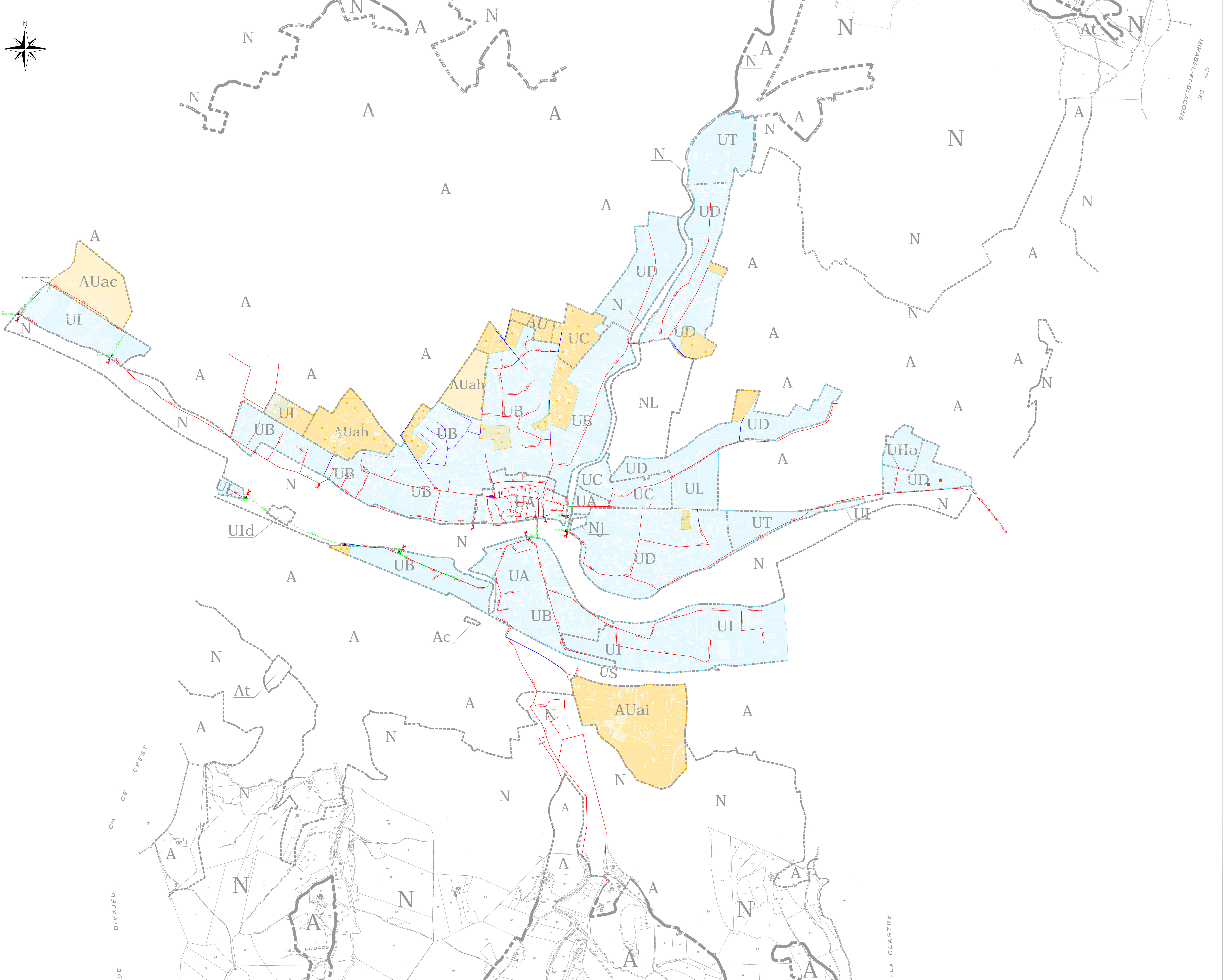
UC

Zonage du P.L.U.

Zonage d'Assainissement collectif

Zonage d'Assainissement collectif projeté

Zonage d'Assainissement non-collectif





COMMUNE D'AoustE SUR SYE
Département de la Drôme

PLAN LOCAL D'URBANISME

Pièce 6.1 – Annexes sanitaires

Description du système de
distribution d'alimentation en eau
potable et évaluation bilan
besoins/ressources

Procédure	Prescription	Arrêt	Enquête publique	Approbation
Révision du PLU	02/08/2010	14/12/2015	25/04/2016 au 27/07/2016	08/11/2016



EURYECE

ZI Bois des Lots
Allée des Rossignols
26 130 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX
Tel : 04 75 04 78 24
Fax : 04 75 04 78 29

HORIZONS URBAINS

15 rue Portail FANJOUX
26130 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX
Tel: 06 81 75 93 97
Courriel: horizonsurbains@gmail.com

Département de la Drôme (26)



COMMUNE D'AoustE SUR SYE

PLAN LOCAL D'URBANISME

ANNEXE SANITAIRE

VOLET ALIMENTATION EN EAU POTABLE



ZI Bois des Lots
Allée du Rossignol
26 130 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX

Téléphone : 04-75-04-78-24
Télécopie : 04-75-04-78-29

GRUPE MERLIN/Réf doc : R20012-ER1-ETU-ME-001

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	C.SAGE	M.LIMOUZIN	04/12/2015	Création

SOMMAIRE

1	GENERALITES	3
2	CARACTERISTIQUES DE LA RESSOURCE	3
3	CARACTERISTIQUES DU RESEAU	9
3.1.1	OUVRAGES DE STOCKAGE.....	9
3.1.2	SYSTEME DE TRAITEMENT EN PLACE.....	9
3.1.3	CARACTERISTIQUES DU RESEAU DE DISTRIBUTION.....	9
4	GRANDEURS CARACTERISTIQUES.....	10
4.1	EVOLUTION DES VOLUMES PRODUITS ET DISTRIBUES.....	10
4.2	DONNEES CARACTERISTIQUES DE LA CONSOMMATION EN EAU POTABLE.....	11
4.3	RENDEMENT DE RESEAU	11
5	ESTIMATION DES BESOINS ACTUELS ET FUTURS EN EAU POTABLE	13
6	ARRETES DE DUP DES QUATRE OUVRAGES DE CAPTAGE	15
7	PLAN DU RESEAU	16

Table des Tableaux, Figures et Illustrations

TABLEAU 1 : CARACTERISTIQUES DES CAPTAGES ALIMENTANT LA COMMUNE D'AOUSTE	4
TABLEAU 2 : EVOLUTION DES VOLUMES ACHETES (SOURCE : RPQS SMPA 2014).....	9
TABLEAU 3 : DONNEES CARACTERISTIQUES DE LA CONSOMMATION EN EAU POTABLE	11
TABLEAU 4 : SYNTHESE DES BESOINS FUTURS SUR LE SMPA.....	13
TABLEAU 5 : ESTIMATION DES BESOINS FUTURS SUR LA COMMUNE D'AOUSTE-SUR-SYE	14
FIGURE 1 : LOCALISATION DU CAPTAGE DE FONTS CHATEES	5
FIGURE 2 : LOCALISATION DU CAPTAGE DE BURRUS.....	6
FIGURE 3 : LOCALISATION DU CAPTAGE D'ECHLETTE	7
FIGURE 4 : LOCALISATION DU CAPTAGE DE LA BOURNE.....	8
FIGURE 5 : EVOLUTION DES VOLUMES PRODUITS ET DISTRIBUES PAR LE SMPA.....	10
FIGURE 6 : VOLUMES MIS EN ŒUVRE EN 2014 (SOURCE : RPQS SMPA 2014).....	10

1 GENERALITES

Le réseau d'adduction et d'alimentation en eau potable qui dessert la commune d'Aoste-sur-Sye est **exploité en régie** depuis 2001 par le **Syndicat Mirabel-Piégros-Aoste (SMPA)**, qui a en charge l'adduction et la distribution d'eau potable sur trois communes : Aoste-sur-Sye, Piégros-la-Clastre et Mirabel-et-Blacons.

Ces trois communes appartiennent par ailleurs au Syndicat Mixte des Eaux de Drôme Gervanne (SMEDG), créé en 1990 afin d'assurer le renforcement collectif de l'alimentation en eau potable par captage de la résurgence de la Bourne, sous Beaufort-sur-Gervanne, et regroupant les six communes suivantes : Mirabel-et-Blacons, Piégros-La-Clastre, Aoste-sur-Sye (réunies au sein du SMPA), Montclar-sur-Gervanne, Suze et Crest.

Le réseau est constitué d'un ensemble d'ouvrages qui permettent :

- ✓ le captage des eaux dans la nappe,
- ✓ le traitement nécessaire à garantir la qualité sanitaire de cette eau,
- ✓ la distribution et le comptage des volumes consommés.

Le SMPA dispose par ailleurs d'**interconnexions** avec les communes de Crest, Cobonne et Saillans.

2 CARACTERISTIQUES DE LA RESSOURCE

La commune d'Aoste sur Sye dispose de quatre ressources pour son alimentation en eau potable, à savoir :

- ✓ le captage de Fonts Chatées, situé sur la commune d'Aoste sur Sye ;
- ✓ le captage de Burrus, situé sur la commune de Saou ;
- ✓ le captage d'Echelette, situé sur la commune de Piégros la Clastre ;
- ✓ le captage de la Bourne, situé sur la commune de Beaufort sur Gervanne.

Les caractéristiques de ces 4 sources sont données dans le tableau ci-après.

TABEAU 1 : CARACTERISTIQUES DES CAPTAGES ALIMENTANT LA COMMUNE D'AOUSTE

Captage	Fonts Chatées	Burrus	Echelette	La Bourne
Département	Drôme (26)	Drôme (26)	Drôme (26)	Drôme (26)
Commune	AOUSTE SUR SYE	SAOU	PIEGROS LA CLASTRE	BEAUFORT SUR GERVANNE
Lieu-dit	FONT CHATTEE	PAS DE LAUSSENS	L'ECHELETTE	BOURNE
Position <i>(coordonnées Lambert 2 étendu)</i>	X = 815 132 m Y = 1 966 625 m Z = 550 m NGF	X = 816 834 m Y = 1 966 378 m Z = 490 m NGF	X = 815 880 m Y = 1 967 029 m Z = 490 m NGF	X = 822 167 m Y = 1 978 843 m Z = 312 m NGF
Position <i>(coordonnées Lambert 93)</i>	X = 862 352 m Y = 6 398 549 m Z = 550 m NGF	X = 864 050 m Y = 6 398 287 m Z = 490 m NGF	X = 863 103 m Y = 6 398 946 m Z = 490 m NGF	X = 869 484 m Y = 6 410 695 m Z = 312 m NGF
Code BSS	08435X0015/HY	08435X0018/HY	08435X0020/HY	08432X0020/SO
Parcelles concernées par le Périmètre de Protection Immédiate	Parcelle n°314 section G	Parcelles n°2, 3 et 4 section A	Parcelle n°166 section G	Parcelle n°447 section C
Arrêté de DUP correspondant	Arrêté n°1551 du 26/04/1999	Arrêté n°1075 du 08/04/1993		Arrêté n°3089 du 23/09/1991

Ces ouvrages sont localisés sur les figures en pages suivantes.

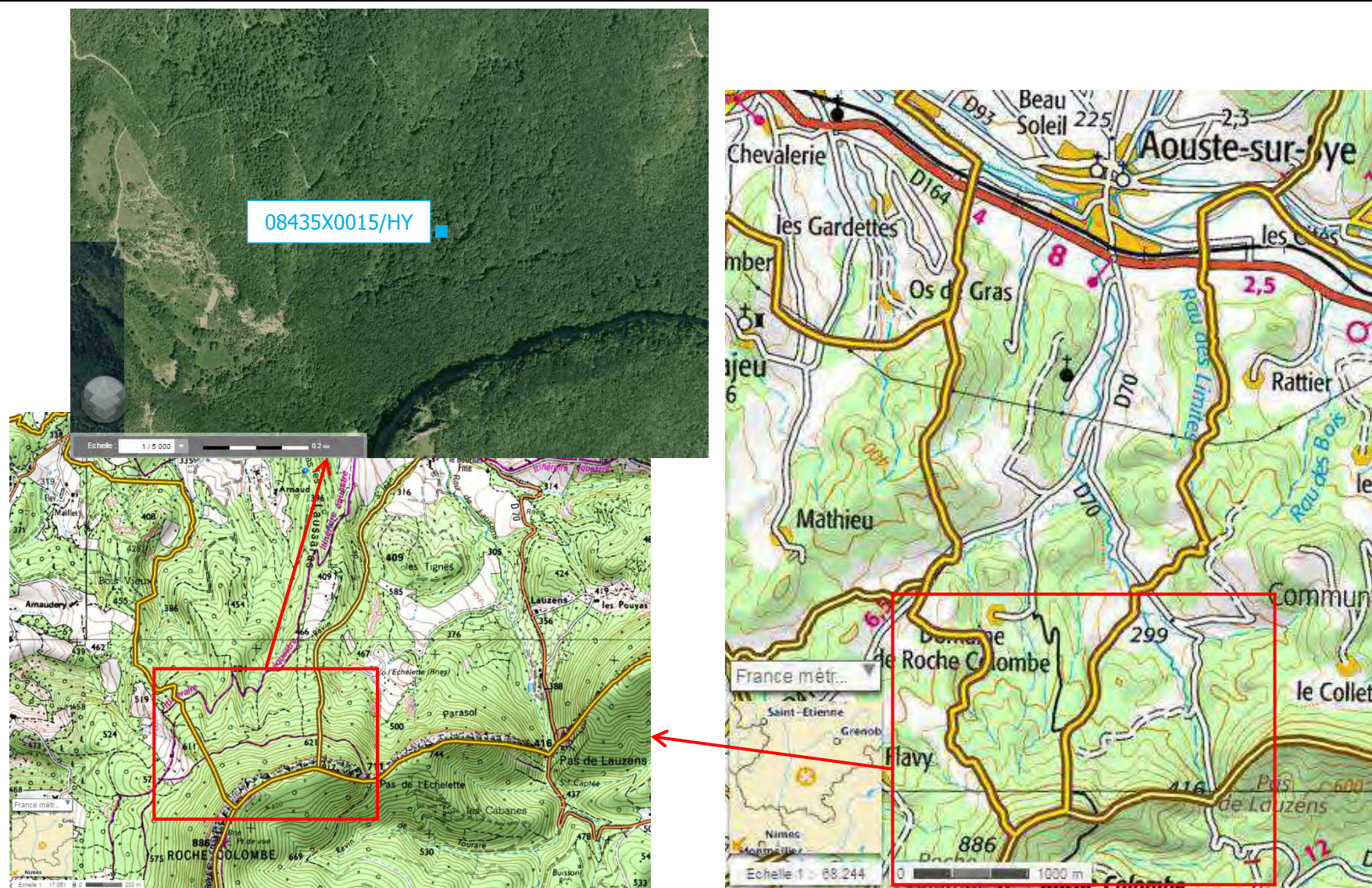


FIGURE 1 : LOCALISATION DU CAPTAGE DE FONTÈS CHATEES

ANNEXE SANITAIRE

VOLET ALIMENTATION EN EAU POTABLE

GRUPE MERLIN/Réf doc : R20012-ER1-ETU-ME-001 - Ind A . Le 04/12/2015

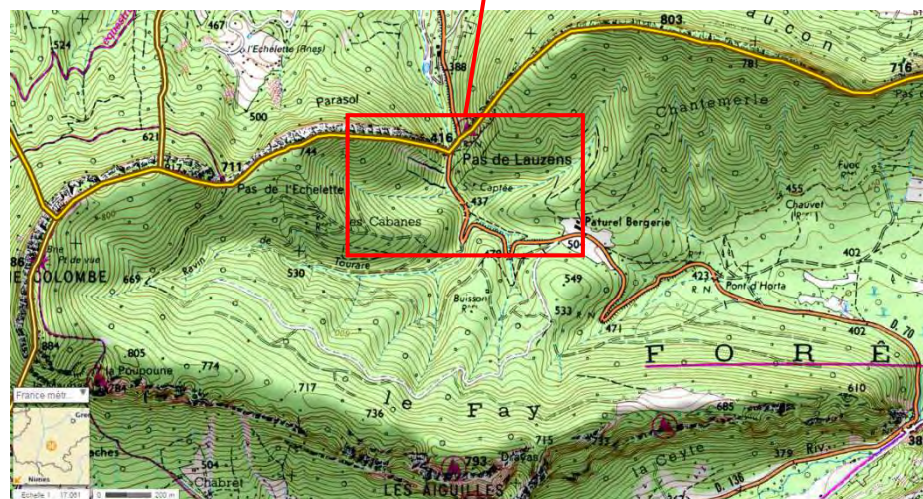
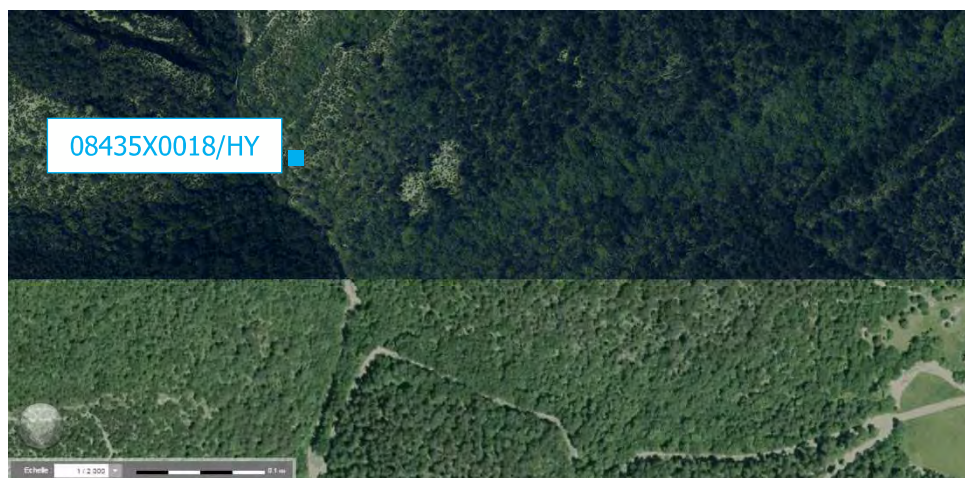


FIGURE 2 : LOCALISATION DU CAPTAGE DE BURRUS

ANNEXE SANITAIRE

VOLET ALIMENTATION EN EAU POTABLE

GRUPE MERLIN/Réf doc : R20012-ER1-ETU-ME-001 - Ind A . Le 04/12/2015

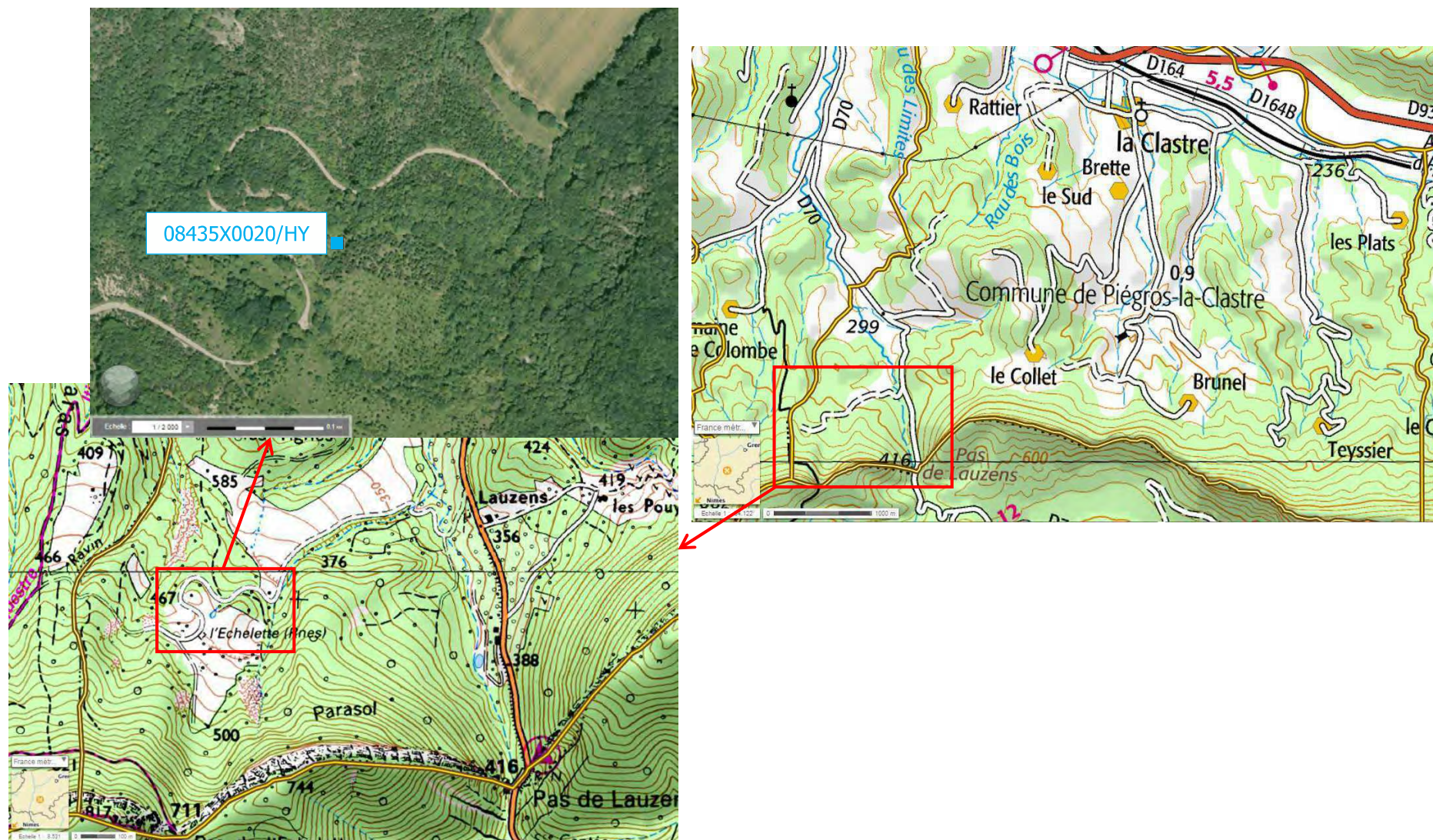


FIGURE 3 : LOCALISATION DU CAPTAGE D'ECHETTE

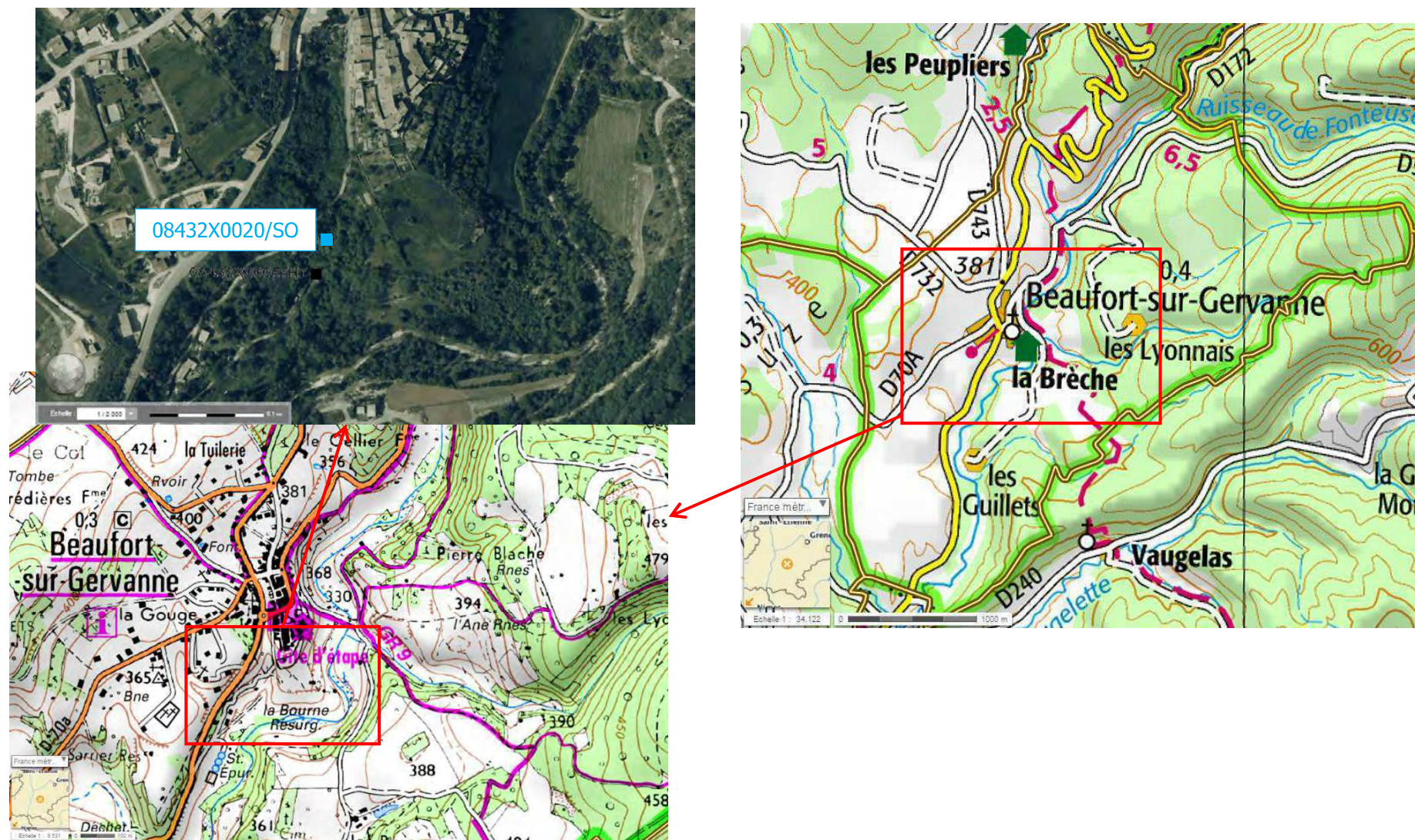


FIGURE 4 : LOCALISATION DU CAPTAGE DE LA BOURNE

ANNEXE SANITAIRE

VOLET ALIMENTATION EN EAU POTABLE

GRUPE MERLIN/Réf doc : R20012-ER1-ETU-ME-001 - Ind A . Le 04/12/2015

3 CARACTERISTIQUES DU RESEAU

3.1.1 OUVRAGES DE STOCKAGE

Le SMPA dispose de dix ouvrages de stockage, d'une capacité totale de 1 000 m³, dont 600 m³ localisés sur le territoire communal d'Aoste sur Sye.

3.1.2 SYSTEME DE TRAITEMENT EN PLACE

Les traitements suivants sont appliqués aux eaux captées :

- ✓ traitement par hypochlorite de soude pour les captages de Fonts Chatées, Burrus et Echelette ;
- ✓ traitement par bioxyde de chlore pour le captage de Bourne.

3.1.3 CARACTERISTIQUES DU RESEAU DE DISTRIBUTION

Le réseau d'alimentation en eau potable du SMPA est caractérisé par :

- ✓ Un **linéaire de 108 km environ** d'après le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de 2014 ;
- ✓ Dix réservoirs de différentes capacités ;
- ✓ Cinq stations de surpression ;
- ✓ 2 175 abonnés au 31/12/2014, dont 1 270 sur la commune d'Aoste sur Sye (1 242 abonnés domestiques et 28 abonnés non domestiques).

La population desservie par le réseau est estimée à 4 308 habitants au 31/12/2014 d'après le RPQS.

Pour 2014, les volumes vendus par le SMPA se répartissaient de la façon suivante :

- ✓ Abonnés domestiques (soit 2 138 abonnés) : 216 681 m³ ;
- ✓ Abonnés non domestiques (soit 37 abonnés) : 17 699 m³.

Les volumes distribués sur le territoire mais non produits par le SMPA sont achetés au Syndicat Mixte des Eaux de Drôme Gervanne (SMEDG).

TABEAU 2 : EVOLUTION DES VOLUMES ACHETES (SOURCE : RPQS SMPA 2014)

	2013	2014
Total volumes d'eaux traitées achetés en m³	408 399	395 185

4 GRANDEURS CARACTERISTIQUES

4.1 EVOLUTION DES VOLUMES PRODUITS ET DISTRIBUES

L'évolution des volumes produits et distribués sur le territoire desservi par le SMPA entre 2011 et 2014 est présentée par le graphique ci-après.

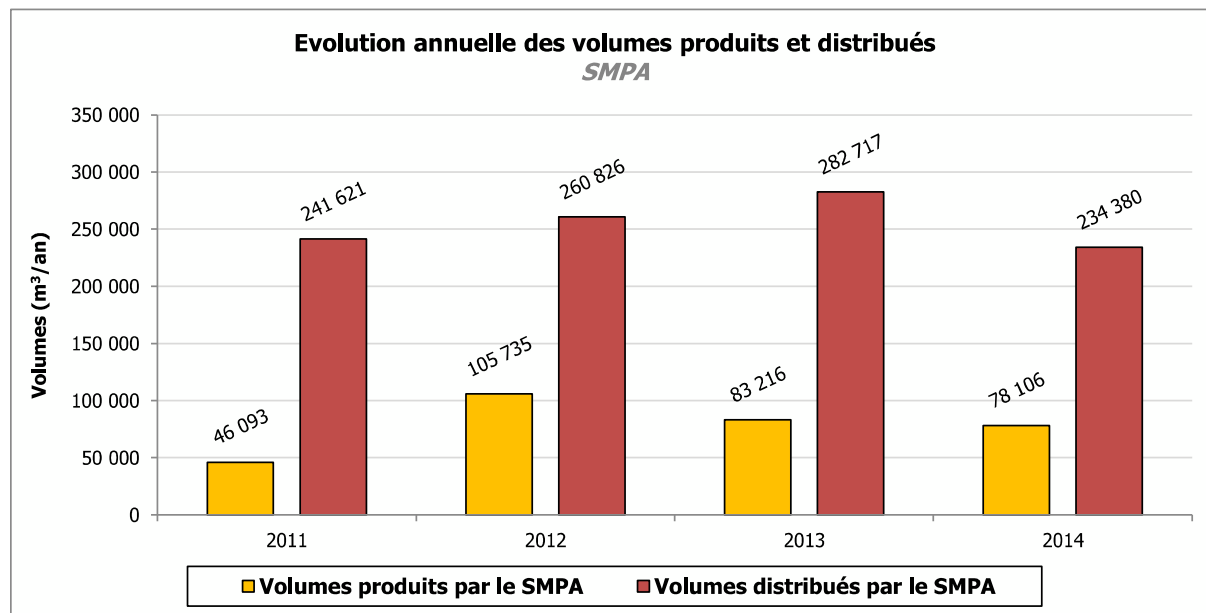


FIGURE 5 : EVOLUTION DES VOLUMES PRODUITS ET DISTRIBUES PAR LE SMPA

La production du SMPA est en baisse depuis 2012 pour atteindre **78 106 m³** en 2014.

En ce qui concerne les volumes distribués, ils ont connu une hausse de 2011 à 2013 avant de diminuer en 2014. Ils varient entre 234 000 et 283 000 m³/an, correspondant à une moyenne de **700 m³/j environ**.

La figure suivante, extraite du RPQS 2014 fourni par le SMPA, détaille les différents volumes du service pour l'année considérée.

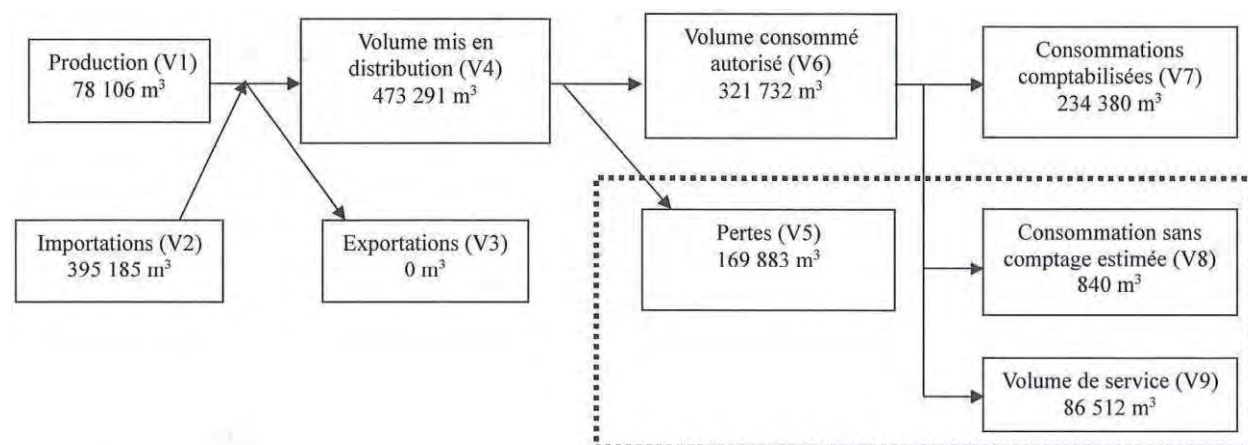


FIGURE 6 : VOLUMES MIS EN ŒUVRE EN 2014 (SOURCE : RPQS SMPA 2014)

4.2 DONNEES CARACTERISTIQUES DE LA CONSOMMATION EN EAU POTABLE

Dans le tableau suivant sont rapportées les données caractéristiques fournies par le SMPA.

TABEAU 3 : DONNEES CARACTERISTIQUES DE LA CONSOMMATION EN EAU POTABLE

Volumes produits en 2014	78 106 m ³
Volumes achetés en 2014	395 185 m ³
Volumes facturés en 2014	234 380 m ³
Rendement du réseau AEP 2013*	65.85 %
Rendement du réseau AEP 2014*	67.8 %
Nombre d'abonnés (SMPA)	2 175
Nombre d'abonnés (Aoste sur Sye)	1 270
Moyenne/abonné SMPA (m ³ distribué/an/abonné)	107,8
Moyenne/habitant SMPA (L/j/hab) <i>Sur la base du ratio établi dans le RPQS de 1,98 habitant/abonné au 31/12/2014</i>	149

**calculé par la formule suivante : $100 \times (V6 + V3) / (V1 + V2)$, où les différents volumes sont détaillés en figure 6*

Le ratio de consommation observé sur le territoire du SMPA d'après les dernières données disponibles est de **149 L/j/habitant** et de **107.8 m³/an/abonné**. Pour rappel la dotation unitaire standard est de 150 L/j/hab.

4.3 RENDEMENT DE RESEAU

Le décret d'application des obligations découlant du Grenelle 2, décret du 27 janvier 2012 précise les seuils de rendement qui obligent à mettre en œuvre un plan d'action sous peine de voir sa redevance prélèvement doubler :

« [...] lorsque le rendement du réseau de distribution d'eau, calculé pour l'année précédente ou, en cas de variations importantes des ventes d'eau, sur les trois dernières années, et exprimé en pour cent, **est inférieur à 85 ou**, lorsque cette valeur n'est pas atteinte, au résultat de la somme d'un terme fixe égal à **65 et du cinquième de la valeur de l'indice linéaire de consommation** égal au rapport entre, d'une part, le volume moyen journalier consommé par les usagers et les besoins du service, augmenté des ventes d'eau à d'autres services, exprimé en mètres cubes, et, d'autre part, le linéaire de réseaux hors branchements exprimé en kilomètres. Si les prélèvements réalisés sur des ressources faisant l'objet de règles de répartition sont supérieurs à 2 millions de m³/an, la valeur du terme fixe est égale à 70. [...] ».

Pour le SMPA, le volume annuel consommé par les usagers et les besoins du service est de 320 892 m³ (234 380 m³ facturés et 86 512 m³ pour le service), soit un volume moyen journalier de 879,2 m³/j.

Le linéaire de réseau est par ailleurs de 108,3 km.

L'objectif de rendement retenu est donc égal à l'application de la formule suivante, où les données de linéaire de réseau et de consommations ont été présentées précédemment.

$$65 + \frac{1}{5} \times \left[\frac{879.2m^3 / j}{\frac{1 jour}{108,3km}} \right] = 66,6 \%$$

L'objectif de rendement retenu est donc de 66,6 %.

5 ESTIMATION DES BESOINS ACTUELS ET FUTURS EN EAU POTABLE

Les besoins en situation actuelle et future sur le territoire du SMPA ont été calculés en prenant en compte différentes hypothèses précisées dans le tableau ci-après et les perspectives d'évolution définies dans le programme local de l'habitat (PLH) de la Communauté de Communes du Crestois (CCC), qui regroupe les trois communes du SMPA : Aoste-sur-Sye, Mirabel-et-Blacons et Piégros-la-Clastre. Le rendement pris en compte est celui de 2014, arrondi à 68 % et supposé constant.

Les volumes exportés et les pertes sont par ailleurs supposés constants.

TABEAU 4 : SYNTHÈSE DES BESOINS FUTURS SUR LE SMPA

	SITUATION ACTUELLE (2015)	SITUATION FUTURE (2025)
Nombre d'habitants desservis <i>(Sur la base des données INSEE et données du RPQS, du PLH et du PADD)</i>	4 387	5 259
Ratio de consommation retenu <i>D'après les données précédemment calculées (4.2.)</i>	149 L/j/hab	149 L/j/hab
Volume annuel consommé	238 670 m ³	286 115 m ³
Rendement pris en compte <i>Valeur RPQS 2014, supposé constant</i>	68 %	68 %
Consommation sans comptage <i>Valeur RPQS 2014, supposée constante</i>	840 m ³	840 m ³
Volume de service <i>Valeur RPQS 2014, supposé constant</i>	86 512 m ³	86 512 m ³
Volume de pertes <i>Valeur RPQS 2014, supposé constant</i>	151 559 m ³	151 559 m ³
Besoin total en eau potable	479 444 m ³	549 217 m ³
Volumes importés <i>Valeur RPQS 2014, supposés constants</i>	395 185 m ³	395 185 m ³
Besoin de production d'eau potable SMPA	84 259 m ³	154 032 m ³

Les besoins futurs en production d'eau potable sur le SMPA ont ainsi été estimés à environ 154 000 m³/an (besoins totaux estimés à 549 000 m³/an environ) sur la base des hypothèses explicitées ci-dessus.

A titre indicatif, une approche des besoins pour la commune d'Aouste-sur-Sye a été réalisée sur la base du tableau précédent et du nombre d'abonnés de la commune par rapport au nombre total d'abonnés desservis par le SMPA.

TABLEAU 5 : ESTIMATION DES BESOINS FUTURS SUR LA COMMUNE D'AOSTE-SUR-SYE

	SITUATION ACTUELLE (2015)	SITUATION FUTURE (2025)
Volume annuel consommé	139 361 m ³	167 065 m ³
Consommation sans comptage	490 m ³	490 m ³
Volume de service	50 515 m ³	50 515 m ³
Volume de pertes	88 497 m ³	88 497 m ³
Besoin total en eau potable	279 951 m ³	320 692 m ³
Volumes importés	230 752 m ³	230 752 m ³
Besoin de production d'eau potable	49 199 m ³	89 940 m ³

6 ARRETES DE DUP DES QUATRE OUVRAGES DE CAPTAGE

SOUS-PREFECTURE DE DIE

A R R E T E n° 1 551

Portant déclaration d'utilité publique du projet de mise en conformité des périmètres de protection sanitaire du captage de Fonts Chatées exploité par la commune de AOUSTE SUR SYE et situé sur son territoire et valant institution des servitudes des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

**Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment ses articles L 11.1 à L.11.8 et R.11.1 à R.11.31,

VU les articles L 20 à L 20.1 du Code de la Santé Publique,

VU le Code Rural et notamment son article 113,

VU les articles L.111.7 et L.421.3 portant réforme du Code de l'Urbanisme,

VU la loi n° 64-1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution,

VU la loi sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992,

VU le décret n° 95-363 du 5 avril 1995 modifiant le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux usées destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales,

VU l'arrêté préfectoral n° 132 du 8 janvier 1998 fixant la liste départementale des personnes susceptibles d'exercer en 98 les fonctions de commissaire-enquêteur,

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Aouste sur Sye en date du 1er septembre 1997 sollicitant l'ouverture conjointe d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire pour la mise en conformité des périmètres de protection sanitaire du captage de Fonts Chatées,

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

VU l'arrêté préfectoral n° 1201 du 17 mars 1998 portant ouverture conjointe d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire en vue de la mise en conformité sanitaire des périmètres de protection sanitaire du captage de Fonts Chatées exploité par la commune de Aouste sur Sye et situé sur son territoire,

VU l'arrêté préfectoral n° 1510 du 21 avril 1999 donnant délégation de signature à Madame Marie-Gabrielle PHILIPPE, Sous-préfet de Die,

VU les journaux :

- le Dauphiné Libéré du 25 mars 1998 et 8 avril 1998,
- le Journal du Crestois du 27 mars 1998 et 10 avril 1998

contenant les insertions réglementaires.

VU l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur en date du 2 juin 1998.

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 11 mars 1999,

VU la copie de la notification du dépôt du dossier à la Mairie, aux propriétaires figurant sur la liste établie en application de l'article R11.19 du Code de l'expropriation,

VU le certificat du Maire attestant que l'arrêté a été régulièrement affiché,

VU l'ensemble des pièces du dossier,

CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été remplies,

A R R E T E

ARTICLE 1 :

Sont déclarés d'utilité publique :

- **le projet d'instauration des périmètres de protection sanitaire du captage d'eau potable de Fonts Chatées exploité par la Commune de AOUSTE SUR SYE et situé sur son territoire**
- **l'institution des servitudes liées à ce projet.**

ARTICLE 2 :

Monsieur le Maire de AOUSTE SUR SYE est autorisé à exploiter le captage de Fonts Chatées pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine.

Monsieur le Maire de AOUSTE SUR SYE est autorisé à exploiter la totalité du débit naturel du captage de Fonts Chatées estimé à 4 m³/h.

.../...

ARTICLE 3: PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

Il est créé un périmètre de protection immédiate tel que défini sur le plan parcellaire annexé au présent arrêté. Il s'établira sur une surface d'environ 660 m² aux dépens de la parcelle G 314 commune de AOUSTE SUR SYE .

Obligations:

Ce périmètre restera la propriété de la commune d'AOUSTE SUR SYE pendant la durée d'exploitation des ouvrages.

La surface sera entretenue par fauchages de la couverture herbacée et destruction des repousses arbustives.

Il sera clôturé sur son pourtour et maintenu fermé par un portail.

Toutes activités autres que celles nécessaires à l'entretien et l'exploitation des ouvrages y seront interdites.

ARTICLE 4: PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Il est créé un périmètre de protection rapprochée tel que défini sur le plan parcellaire annexé au présent arrêté. Il s'établira sur une surface d'environ 2.5 ha sur la commune de AOUSTE SUR SYE.

A l'intérieur de cette zone qui appartient à la commune de AOUSTE SUR SYE seront interdites les activités suivantes :

- Les constructions de toute nature
- Les installations potentiellement très polluantes ,dont :
 - Les élevages intensifs
 - Les installations classées
 - Le stockage de produits chimiques ou phytosanitaires
 - Les stockages et canalisations d'hydrocarbure
 - Les stockages de lisiers, fumiers et matières fermentescibles
 - Les canalisations maitresses d'assainissement
- Les faits susceptibles d'engendrer des pollutions diffuses graves :
 - Les dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques et produits radio-actifs ,
 - Les dépôts de fumiers et de matières fermentescibles,
 - L'épandage massif de lisiers, boues de stations d'épuration ,
- Les faits susceptibles de favoriser les infiltrations rapides :
 - La recherche et le captage des eaux souterraines
 - L'exploitation de carrières à ciel ouvert, l'ouverture et le remblaiement d'excavation à ciel ouvert
 - L'exploitation forestière, le débardage des bois
 - Le tracé des pistes forestières.

.../...

Ces deux dernières dispositions n'excluent pas un entretien normal de cette forêt pour une bonne gestion du boisement naturel. Toutefois, aucune construction notamment des abris pour l'outillage pouvant contenir des produits nocifs ne devra être édiflée sur le périmètre de protection rapprochée.

ET D'UNE MANIERE GENERALE TOUT FAIT SUSCEPTIBLE D'ALTERER LA QUALITE DES EAUX

ARTICLE 5 :

Les servitudes instaurées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée seront soumises à la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques, notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté sera notifié en recommandé avec accusé de réception aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Maire de AOUSTE SUR SYE ou son mandataire sont chargés d'effectuer ces formalités.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté est susceptible d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble :

- dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

ARTICLE 8 :

Madame le Sous-Préfet de Die, Monsieur le Maire de Aouste sur Sye, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Equipement, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Drôme.

Fait à Die, le 26 avril 1999

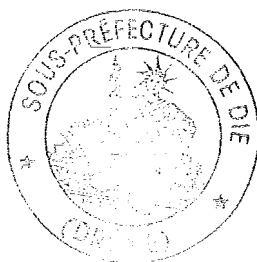
Pour le Préfet de la Drôme
et par délégation,
Le Sous-Préfet de Die

M-G. PHILIPPE

Pour ampliation,
Le Secrétaire en Chef

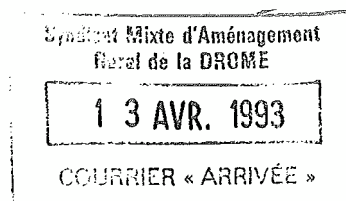


Bernard GIRE



SOUS-PREFECTURE DE DIE

Affaire suivie par
C Breyton



A R R E T E n ° 1 075

Le Préfet de la DROME,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'article 113 du Code Rural,

Vu le Code de la Santé Publique,

Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,
notamment ses articles L 11.1 à L 11.8 et R 11.2 à R 11.31,

Vu la loi n° 62-904 du 4 août 1962 et le décret d'application n° 64-153 du 15 février 1964, instituant une servitude sur les fonds privés pour la pose de canalisations publiques d'eau ou d'assainissement,

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution,

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Vu les décrets n° 77-392 et 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs et réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique et les textes qui les ont modifiés ou complétés,

Vu le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 portant règlement d'administration publique pour l'application du chapitre II du titre Ier du livre du Code de la Santé Publique et ses textes d'application,

Vu l'arrêté préfectoral n° 4443 en date du 31 décembre 1990 donnant délégation de signature à Monsieur Michel SPILLEMAEKER, Sous-Préfet de l'arrondissement de DIE,

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Vu le projet de mise en conformité des périmètres de protection sanitaire du captage de l'Echelette sis sur la commune de PIEGROS LA CLASTRE et du captage de Burrus sis sur la commune de SAOU, établi par le Syndicat Mixte d'Aménagement Rural de la Drôme, et approuvé par délibération du Conseil Municipal d'Aousté SUR SYE en date du 15 juin 1992,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2048 en date du 30 juin 1992 prescrivant l'ouverture d'enquêtes conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire sur le territoire des communes d'Aousté SUR SYE, PIEGROS LA CLASTRE et SAOU en vue de la réalisation dudit projet,

Vu les dossiers d'enquêtes constitués conformément aux décrets du 28 mars 1977 et les registres y afférents,

Considérant que toutes les formalités légales et réglementaires ont été accomplies et que le Commissaire-Enquêteur a émis un avis favorable,

A R R E T E

ARTICLE 1er. - Sont déclarés d'utilité publique les travaux de mise en conformité des périmètres de protection sanitaire du captage de l'Echelette sur le territoire de la commune de PIEGROS LA CLASTRE et du captage de Burrus sur le territoire de la commune de SAOU, à la demande de la commune d'Aousté SUR SYE.

ARTICLE 2. - Conformément à l'article L 20 du Code de la Santé Publique et en application du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989, sont instaurés autour des captages visés à l'article 1er, un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée. L'extension de ces périmètres ainsi que la désignation des terrains les constituant sont définis conformément aux plans et aux états parcellaires annexés au présent arrêté.

ARTICLE 3. - Protection sanitaire du captage de l'Echelette
Commune de PIEGROS LA CLASTRE

Périmètre de protection immédiate :

Le périmètre de protection immédiate du captage de l'Echelette sera constitué d'une partie de la parcelle n° 166, section G et restera propriété de la commune d'Aousté SUR SYE qui le clôturera.

Le terrain sera dégagé de tous arbres ou végétation arbustive et entretenu régulièrement.

A l'intérieur de ce périmètre, toutes activités autres que celles nécessaires à son entretien et à celui des ouvrages seront interdites.

Périmètre de protection rapprochée

Les parcelles ou partie de parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée telles qu'elles sont désignées par le plan et l'état parcellaire joints au dossier d'enquêtes seront soumises à servitude dans les conditions suivantes :

Activités interdites :

- Le pacage des animaux.
- Toutes constructions superficielles ou souterraines.
- Le creusement d'excavations, carrières, fossés, le forage de puits, le remblaiement d'excavations à ciel ouvert.
- Les installations de canalisations, réservoir ou dépôts de produits chimiques d'hydrocarbures liquides ou gazeux de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature.
- Les dépôts même temporaires d'ordures ou détritiques, de produits radio-actifs, chimiques ou fermentescibles et d'une façon générale de toutes matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.
- Les épandages ou rejets d'eaux usées, de lisiers, de fumiers, engrais chimiques ou organiques destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis de la culture.
- En règle générale, tous faits susceptibles de modifier l'écoulement des eaux souterraines ou de favoriser les infiltrations rapides des eaux de surface.

ARTICLE 4.- Protection sanitaire du captage de Burrus Commune de SAOU

Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du captage de Burrus sera constitué d'une partie des parcelles 2,3 et 4, section A qui devront être acquises en pleine propriété par la commune d'Aoustes-sur-Sye.

Ce périmètre sera clôturé dans les parties accessibles, notamment autour des ouvrages 2 et 4.

Le terrain devra être entretenu régulièrement.

La prise d'eau sur le ruisseau de LAUZENS sera définitivement déconnectée du réseau.

A l'intérieur de ce périmètre, toutes activités autres que celles nécessaires à son entretien et à celui des ouvrages seront interdites.

Périmètre de protection rapprochée

Il sera créé autour du périmètre immédiat un périmètre de protection rapprochée tel que défini par le plan parcellaire et l'état parcellaire joints au dossier d'enquêtes.

A l'intérieur de ce périmètre dont les terrains ne seront pas à acquérir par la commune, les activités suivantes sont interdites

- Les constructions de toutes natures.
- L'épandage souterrain ou superficiel et les rejets d'eaux usées, d'origine ménagères ou industrielles.
- Les dépôts même temporaires d'ordures ou détritiques, de produits radio-actifs, chimiques ou fermentescibles et d'une façon générale de toutes matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.
- L'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts de produits chimiques d'hydrocarbures liquides, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature.
- L'exploitation des eaux souterraines.
- L'exploitation des matériaux du sol et du sous sol.
- Le creusement ou le remblaiement de grandes excavations.
- L'extension et l'approfondissement de la retenue d'eau existante.
- Le curage du ruisseau à l'aide de gros engins mécaniques.
- Les enclos à gibiers.
- Le pacage des animaux.
- L'épandage de fumures, engrais, pesticides et autres substances nuisibles à la qualité des eaux souterraines et le traitement phytosanitaire des boisements.
- Le Groupement Forestier devra obtenir un accord préalable des autorités compétentes pour réaliser tout traitement chimique des boisements.

- En règle générale, tous faits susceptibles de modifier l'écoulement des eaux souterraines ou de favoriser les infiltrations rapides des eaux de surface.

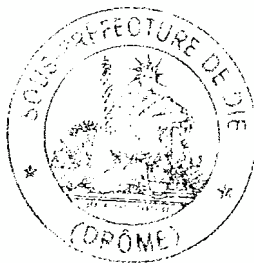
ARTICLE 5.- Les servitudes instituées sur les parcelles constituant les périmètres de protection immédiate et rapprochée seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques.

ARTICLE 6.- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la DROME, Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de DIE, Monsieur le Maire d'AOUSTE SUR SYE sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Maire de PIEGROS LA CLASTRE
- Monsieur le Maire de SAOU
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale (Génie Sanitaire).
- Monsieur le Directeur du SMARD.

Fait à DIE, le 8 avril 1993

Pour le Préfet de la Drôme
et par délégation
Le Sous-Préfet de Die



Michel SPILLEMAEKER

Pour ampliation,
Le Secrétaire en Chef

Alain FAINTRENIE

PRÉFECTURE DE LA DRÔME

Boulevard Vauban - B.P.1040 -- 26030 VALENCE CEDEN

Téléphone : 75.79.26-00 -- Télex 345.395

Direction
des Relations avec les Collectivités Locales
et de l'Aménagement du Territoire

ARRÊTÉ 3089

Le Préfet
du département de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur.

Portant déclaration d'utilité publique :

- du projet de renforcement de l'alimentation en eau potable des communes de la moyenne vallée de la Drôme présenté par le Syndicat Mixte des Eaux Drôme Gervanne, par le captage de la source de la Bourne sur le territoire de la commune de Beaufort sur Gervanne
- de la dérivation de 100 l/s à la résurgence de cette même source et des servitudes du périmètre de protection rapprochée du captage

Valant arrêté de cessibilité pour l'acquisition des terrains nécessaires à l'implantation du périmètre de protection immédiate et à la construction d'une station de pompage et d'un réservoir.

- VU l'article 113 du Code Rural,
- VU la loi n° 62.904 du 4 août 1962 instituant une servitude sur les fonds privés pour la pose de canalisations publiques d'eau ;
- VU le décret n° 64.153 du 15 février 1964 pour l'application de la loi n° 62.904 du 4 août 1962 ;

- VU les décrets n° 77.392 et 77.393 du 28 mars 1977 portant respectivement codification des textes législatifs et réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L 11.1. à L 11.8 et R.11.1 à R 11.31 ;
- VU les articles L 20 à L 20.1 du Code de la Santé Publique ;
- VU le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 portant règlement d'administration publique pour l'application du chapitre II du titre Ier du livre du Code de la Santé Publique ;
- VU la loi du 10/07/1976 relative à la protection de la nature (article 2) et le décret n° 77.1141 du 12/10/77 relatif aux études d'impact ;
- VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
- VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 portant sanction des infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
- VU les articles L 111.7 et L.421.3 portant réforme du Code de l'urbanisme ;
- VU l'article 43 paragraphe II du décret 85.453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83.630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU la délibération du Syndicat Mixte des Eaux Drôme Gervanne dont le siège est à MIRABEL et BLACONS 26400 CREST, en date du 7/05/1991 demandant que soit ouverte une enquête en vue de la déclaration d'utilité publique du projet de protection sanitaire du captage de la source de la Bourne sur le territoire de BEAUFORT sur GERVANNE ;
- VU l'arrêté préfectoral n°1459 en date du 28/05/1991 portant ouverture d'une enquête préalable à la D.U.P. et d'une enquête parcellaire conjointes en vue de la réalisation dudit projet ;
- VU le certificat du Président du Syndicat Mixte attestant que l'arrêté n° 1459 a été publié par voie d'affiches dans les temps impartis ;

- VU les journaux le "Le Dauphiné Libéré" du 7/06/91 et 21/06/91 et le "Crétois" du 7/06/91 et le 21/06/91 dans lesquels a été publié l'arrêté susvisé ;

- VU les certificats des Maires attestant que l'arrêté a été régulièrement affiché dans les communes de :

- MIRABEL ET BLACONS
- BEAUFORT SUR GERVANNE
- AOUSTE SUR SYE
- CREST
- MONTCLAR SUR GERVANNE
- SUZE SUR CREST
- PIEGROS LA CLASTRE
- GIGORS ET LOZERON

- VU la copie de la notification du dépôt du dossier en Mairies précitées aux propriétaires dont les noms figurent sur la liste établie en application de l'article R.11.19 du Code susvisé ;

- VU les conclusions favorables du Commissaire Enquêteur ;

CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été remplies

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la PREFECTURE DE LA DROME,

ARRETE

ARTICLE 1er

Sont déclarés d'utilité publique :

- les travaux du projet de renforcement de l'alimentation en eau potable des communes de la moyenne vallée de la Drôme à partir du captage de la source de la Bourne sur la commune de BEAUFORT SUR GERVANNE présentés par le Syndicat mixte des Eaux DROME GERVANNE.

- la dérivation d'un débit de 100 l/s à la résurgence de cette même source pour le Syndicat Mixte des Eaux DROME GERVANNE.

- les servitudes à instituer sur le périmètre de protection rapproché.

ARTICLE 2

La commune de Crest s'engage à ne pas utiliser le prélèvement de 80 l/s en période d'irrigation intensive, sauf cas de force majeure (pollution ou grave incident sur les puits d'Allex, source actuelle d'approvisionnement de la commune).

ARTICLE 3

Sont déclarés cessibles :

- le terrain à acquérir en vue de la constitution du périmètre de protection immédiate sur la commune de Beaufort sur Gervanne section C n° 447.

- les terrains à acquérir pour la construction d'une station de pompage sur la commune de Montclar sur Gervanne section AB n° 24 et 25.

- les terrains à acquérir pour la construction d'un réservoir de 500 m³ sur la commune de Suze sur Crest, section AD n° 77, 104, 203.

ARTICLE 4

Conformément à l'article L 20 du code de la Santé Publique et en application des dispositions du décret 89.3 du 3 janvier 1989 portant règlement d'administration publique sont instaurés autour du captage de la source de la Bourne un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapproché.

L'extension de ces périmètres ainsi que la désignation des terrains les constituant sont définis conformément au plan et à l'état parcellaire figurant au dossier d'enquête et joint au présent arrêté.

PROTECTION IMMEDIATE

ARTICLE 5

Le Président du Syndicat Mixte des Eaux Drôme Gervanne ou son mandant, est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation les immeubles nécessaires à l'institution du périmètre de protection immédiate du captage de la source de la Bourne.

ARTICLE 6

Est déclaré cessible immédiatement conformément au plan et à l'état parcellaire soumis à l'enquête, la propriété désignée ci-après :

COMMUNE DE BEAUFORT SUR GERVANNE

INDICATIONS CADASTRALES			
Identité des propriétaires	Section	N° Surface TOTALE	Servitudes A ACQUERIR
M. LIOTARD André Flavien Henri né le 1.11.1908 à la Manoubia en Tunisie, époux BUFFARDEL demeurant "Le Cydonia" boulevard du Midi 06 CANNES	C	447	625 m2

ARTICLE 7

L'expropriation devra être accomplie dans un délai de 5 ans à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 8

Le terrain constituant le périmètre de protection immédiate du captage de la source de la Bourne devra rester pleine propriété du Syndicat Mixte des Eaux DROME GERVANNE et le demeurer tant que le captage sera exploité.

Il ne sera pas nécessaire d'implanter une clôture à sa périphérie. L'orifice naturel de la galerie souterraine sera coiffé par un ouvrage en béton armé intimement lié au rocher en place. Un capot en fonte circulaire fermé à clé donnera accès à la galerie au moyen d'une échelle scellée dans la paroi.

En outre, il sera nécessaire de consulter des autorités compétentes (Syndicat d'exploitation, D.D.A.S.S) dans le cas d'explorations spéléologiques, et qui pourront être juges de l'opportunité d'accorder à titre exceptionnel, des autorisations au vu du dossier d'activités (but de l'exploration, nombre de participants, durée du séjour...) parfaitement motivé sur le plan scientifique.

A la surface de ce terrain sont interdites toutes activités autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation des ouvrages.

PROTECTION RAPPROCHEE

ARTICLE 9

Sont soumises à servitudes, conformément au plan parcellaire et à l'état parcellaire figurant au dossier d'enquête et joints au présent arrêté, les propriétés désignées ci-après incluses dans le périmètre de protection rapprochée.

ARTICLE 10

Les parcelles ou parties de parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée et désignées à l'article 9 ~~seront~~ seront soumises à servitudes dans les conditions suivantes :

ZONE A :

- Toutes les installations sanitaires des habitations actuelles ou futures seront obligatoirement raccordées au réseau d'assainissement communal ; il est évident que les épandages souterrains d'eaux usées et à fortiori les puisards absorbants (formellement interdits par la législation) seront désaffectés, assainis et colmatés ;
- les dépôts et réservoirs d'hydrocarbures liquides seront parfaitement conformes à la législations (circulaire du 17/07/73 et arrêtés du 26/02/74 et 03/03/76) ;
- la législation sur les établissements classés y sera strictement appliquée ;
- les puits de prélèvement d'eau (alimentation ou arrosage) seront obturés hermétiquement, en particulier ceux implantés dans l'axe de la combe de BEAUFORT (parcelle 295 et 309) ;
- le réseau d'évacuation des eaux pluviales qui s'achève au centre de la parcelle n° 309 sera prolongé jusqu'à l'aval de l'entrée de la résurgence ;
- enfin, on y fera l'inventaire de tous les indices d'effondrement superficiels qui devront être comblés avec soin par des matériaux argileux.

ZONE B

Activités ou types d'occupation du sol interdites :

- les constructions de toutes natures (habitations, élevage)
- les dépôts d'ordures ménagères de fumiers et de tous produits fermentescibles,

- les dépôts d'hydrocarbures liquides
- les épandages superficiels ou souterrains de lisiers et de toutes eaux usées,
- le forage de puits, l'ouverture de carrière, et l'exploitation des matériaux du sol et du sous-sol.

De plus, il sera nécessaire de réaliser le repérage complet de tous les indices d'effondrement qu'il faudra surveiller, et si possible combler pour éviter toutes infiltrations superficielles.

ARTICLE 11

A la surface de ce périmètre, les pratiques liées à l'activité agricole pourront être maintenues à l'exception des épandages de fumiers ou de lisiers et de la création de parc destiné à l'élevage. Toutefois, si des analyses mettaient en évidence une pollution ayant pour origines ces pratiques agricoles, celles-ci pourraient, sur avis du Conseil d'Hygiène, être réglementées.

ARTICLE 12

Les servitudes instituées sur les parcelles constituant le périmètre de protection rapprochée seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

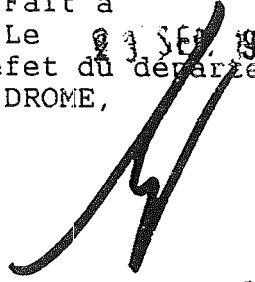
Le présent arrêté sera en outre publié au recueil des Actes Administratifs et notifié aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le Président du Syndicat Mixte des Eaux DROME GERVANNE est chargé d'effectuer ces formalités.

ARTICLE 13

Le secrétaire Général de la Préfecture de la DROME, le Préfet du département de la Drôme, le Président du Syndicat Mixte des Eaux DROME GERMANNE, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Drôme, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à
Le 23 SEP 1991
Le Préfet du département de la
DROME,



François LEFINE

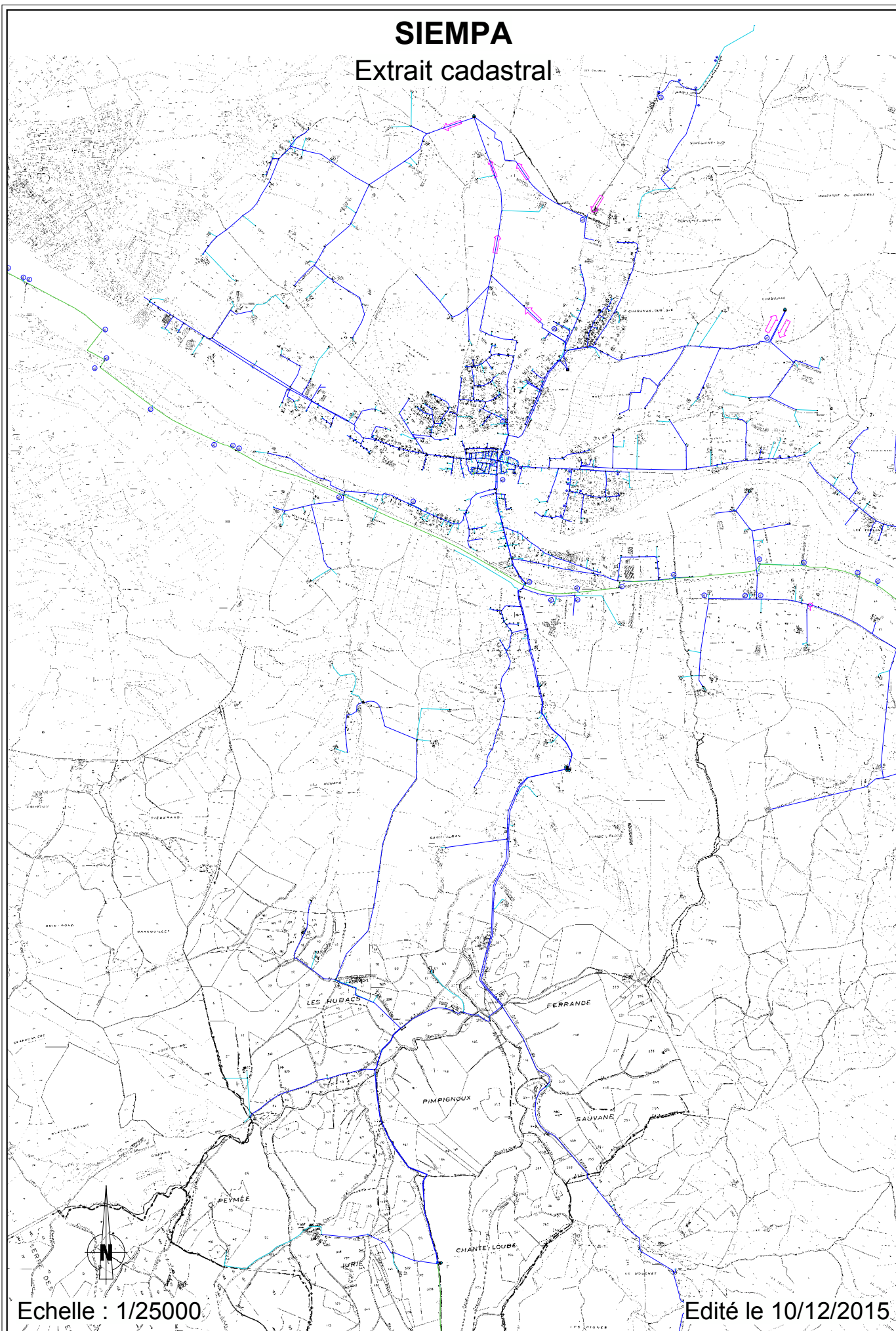


Mairie de ...

7 PLAN DU RESEAU

SIEMPA


Extrait cadastral



Echelle : 1/25000

Edité le 10/12/2015

Départements de la Drôme

COMMUNE D'AOSTE-SUR-SYE


PLAN LOCAL D'URBANISME

ANNEXE SANITAIRE

ZONAGE DU RESEAU D'EAUX PLUVIALES

NOM DU FICHIER :
PLAN GENERAL

ECHELLE :
1:4 000


EURYCE
Groupe MERLIN


ZI Bois des Lôts
Allée du Roussiot
26130 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX
Téléphone : 04-75-04-78-24
Téléfax : 04-75-04-78-25


GROUPE MERLIN/Inf doc : R30038 - ER01 - ETU - PG - 1 - 001				
Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	A. JACQUIN	A. MARQUEZ	04/10/2013	Création
B	A. JACQUIN	T. TROUPIN	30/11/2015	Selon le zonage du PLU Arrêté le 14 décembre 2015


Légende


Conduite


Réseau d'eaux pluviales (diamètres connus)


Conduites d'eaux pluviales non renseignées

Branchements


Ouvrage-cadre


Acodrain


Caniveau


Fossé


Organe


Regard de visite


Avaloir

Grille


Regard à grille

Ouvrage de décantation

Boîte de branchement

Bassin de rétention

Rivières, cours d'eau

Risque Inondation

EMPRISE PROJET (Y COMPRIS SURFACES NON IMPERMEABILISEES)	TYPE D'HABITAT	PRECONISATION
≤ 300 m²	Immeuble individuel Immeuble collectif / entrepôt / bâtiment d'activités	Raccordement au milieu récepteur sans système d'infiltration/rétention à la parcelle
300 m² < foncier ≤ 1 000 m²	Immeuble individuel Immeuble collectif / entrepôt / bâtiment d'activités Opération d'aménagement d'ensemble (lotissement, ZAC, ZAE, ...)	Traitement à la parcelle (infiltration / rétention) sur la base de 3,7 m³ / 50 m² imperméabilisés, avant raccordement au milieu récepteur Traitement à la parcelle support du projet (infiltration / rétention) sur la base de 3,7 m³ / 50 m² imperméabilisés, stationnement compris, avant raccordement au milieu récepteur Traitement à la parcelle individuelle et/ou support du projet (infiltration / rétention) sur la base de 3,7 m³ / 50 m² imperméabilisés par lot, stationnement et voirie compris, avant raccordement au milieu récepteur
1 000 m² < foncier ≤ 10 000 m²	Immeuble individuel Immeuble collectif / entrepôt / bâtiment d'activités Opération d'aménagement d'ensemble (lotissement, ZAC, ZAE, ...)	Traitement à la parcelle (infiltration/rétention) sur la base de 3,7 m³ / 50 m² imperméabilisés, avant raccordement au milieu récepteur Traitement collectif (infiltration / rétention) avec dimensionnement des ouvrages hydrauliques sur la base de la pluie journalière vingtennale (P30ans)

Remarques : L'infiltration seule, l'infiltration/rétention seront, dans la mesure du possible, privilégiées par rapport à la rétention seule avant rejet vers le milieu récepteur avec un débit de fuite égal au débit à l'état initial pour une pluie annuelle d'une heure (source : Guide des DDT de Rhône-Alpes), sans être inférieur à 3 l/s.

Département de la Drôme

COMMUNE D'AOSTE-SUR-SYE

PLAN LOCAL D'URBANISME

ANNEXE SANITAIRE

ZONAGE DU RESEAU D'EAUX PLUVIALES
PLAN DU CENTRE-VILLE

NOM DU FICHER :
PLAN CENTRE
ECHELLE :
1:500

EURYCE
Groupe MERLIN

22 Bois des Lits
Allée du Rouspied
26130 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX
Téléphone : 04-75-04-78-24
Téléfax : 04-75-04-78-25

GROUPE MERLIN/RAF doc : R30038 - ER01 - ETU - PG - 1 - 002

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	A. JACQUEN	A. MARQUEZ	03/12/2013	Création
B	A. JACQUEN	T. TROUPIN	30/11/2015	Seul le zonage du PLU Arrêté le 14 décembre 2015

Légende

Conduite

- Réseau d'eaux pluviales (diamètres connus)
- Conduites d'eaux pluviales non renseignées
- Branchements
- Ouvrage-cadre
- Acodrain
- Caniveau
- Fossé

Organe

- Regard de visite
- Avaloir
- Grille
- Regard à grille
- Ouvrage de décantation
- Regard 50x50
- Regard borgne
- Boîte de branchement
- Rivières, cours d'eau
- Bassin de rétention
- PPRI

EMPRISE PROJET (Y COMPRIS SURFACES NON IMPERMEABILISEES)	TYPE D'HABITAT	PRECONISATION
< 300 m²	Immeuble individuel Immeuble collectif / entrepôt / bâtiment d'activités	Raccordement au milieu récepteur sans système d'infiltration/rétention à la parcelle
300 m² < foncier < 1 000 m²	Immeuble individuel Immeuble collectif / entrepôt / bâtiment d'activités Opération d'aménagement d'ensemble (lotissement, ZAC, ZAE, ...)	Traitement à la parcelle (infiltration / rétention) sur la base de 3,7 m³ / 50 m² imperméabilisés, avant raccordement au milieu récepteur Traitement à la parcelle support du projet (infiltration / rétention) sur la base de 3,7 m³ / 50 m² imperméabilisés, stationnement compris, avant raccordement au milieu récepteur Traitement à la parcelle individuelle et/ou support du projet (infiltration / rétention) sur la base de 3,7 m³ / 50 m² imperméabilisés par lot, stationnement et voirie compris, avant raccordement au milieu récepteur
1 000 m² < foncier < 10 000 m²	Immeuble individuel Immeuble collectif / entrepôt / bâtiment d'activités Opération d'aménagement d'ensemble (lotissement, ZAC, ZAE, ...)	Traitement à la parcelle (infiltration/rétention) sur la base de 3,7 m³ / 50 m² imperméabilisés, avant raccordement au milieu récepteur Traitement collectif (infiltration / rétention) avec dimensionnement des ouvrages hydrauliques sur la base de la pluie journalière vingtennale (P20ans)

Remarques : L'infiltration seule, l'infiltration/rétention seront, dans la mesure du possible, privilégiées par rapport à la rétention seule avant rejet vers le milieu récepteur avec un débit de fuite égal au débit à l'état initial pour une pluie annuelle d'une heure (source : Guide des DDT de Rhône-Alpes), sans être inférieur à 3 l/s.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction
Départementale des
Territoires
de la Drôme

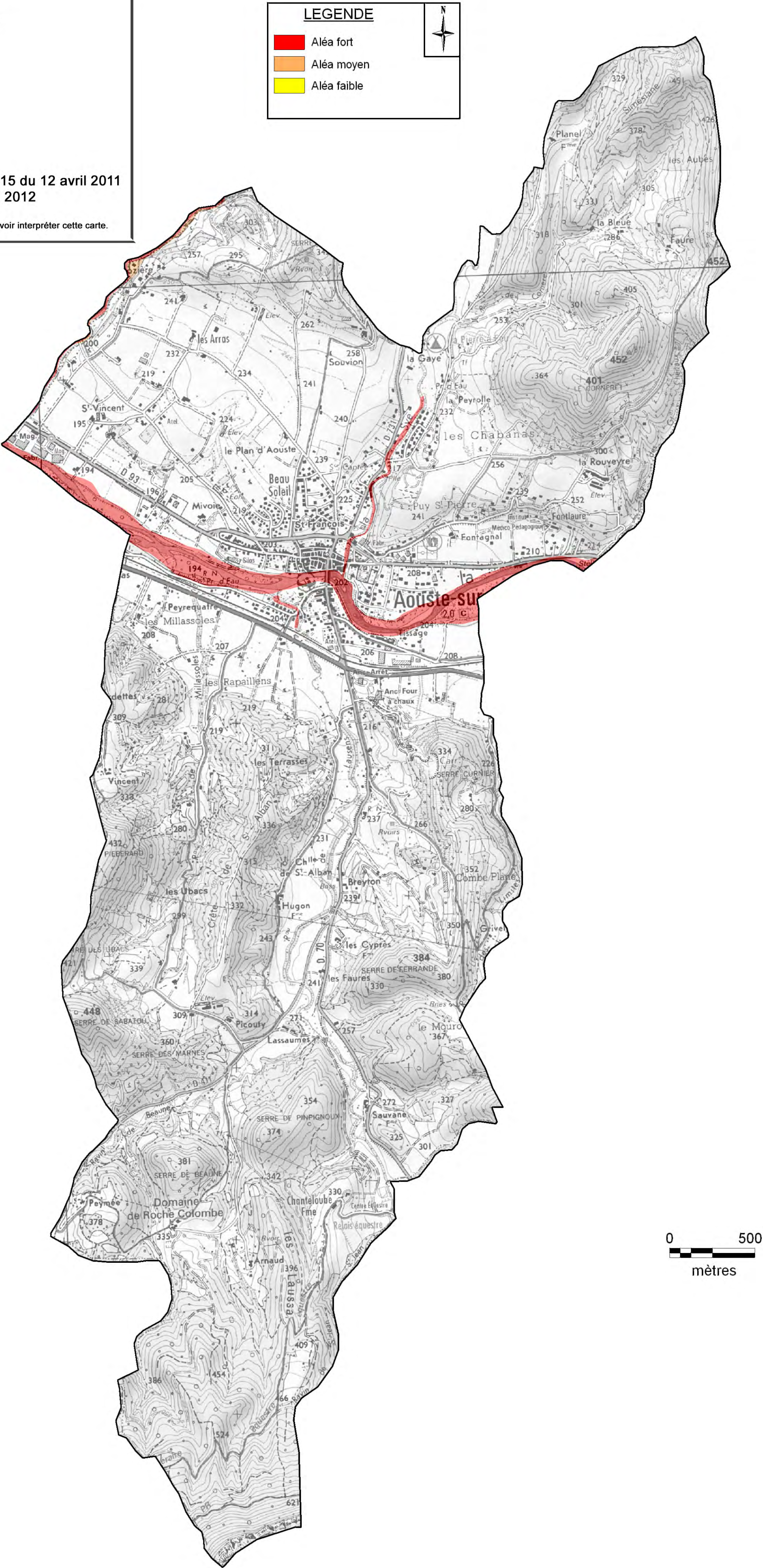
Information des acquéreurs et
locataires de biens immobiliers

Commune d'Aouste sur Sye

Carte d'aléa

Cartographie* annexée à l'arrêté n°2011102-0015 du 12 avril 2011
modifié par l'arrêté n°2012103-0006 du 12 avril 2012

* Le recours à la fiche synthétique descriptive est indispensable pour pouvoir interpréter cette carte.



Département de la Drôme



COMMUNE D'AOUSTE-SUR-SYE

PLAN LOCAL D'URBANISME

ANNEXE SANITAIRE

RESEAU D'EAUX PLUVIALES
ENSEMBLE DE LA COMMUNE

NOM DU FICHIER :

ECHELLE :
1:4 500



ZI Bois des Leds
Allée du Ressaing
26130 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX
Téléphone : 04-75-04-78-24
Télécopie : 04-75-04-78-29

GROUPE MERLIN/Ref doc : R41050 - ER01 - ETU - PG - 1 - 006

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	A. JACQUIN	R. GIRARD	26/05/2015	Création

Légende

Conduites

- Réseau d'eaux pluviales (diamètres connus)
- Conduites d'eaux pluviales non renseignées
- Ouvrage-cadre
- Emprise du réseau d'irrigation
- Acodrain
- Caniveau
- Fossé
- Réseau unitaire

Organes

- Regard de visite
- Avaloir
- Avaloir grille
- Grille
- Regard à grille
- Ouvrage de décantation
- Regard 50x50
- Ouvrage pour buse
- Regard de visite du réseau unitaire
- Rivières, cours d'eau
- Bassin de rétention / Noue paysagère

NOTA: Précision centimétrique des éléments représentés hormis les organes avec la mention "Terrain / Repris sur plan" de la rubrique "Précision" du fichier de type kmz (Google Earth).



Département de la Drôme



COMMUNE D'AOUSTE SUR SYE

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

PIECE 6.1- ANNEXES SANITAIRES

NOTE SUR LA COLLECTE ET LA GESTION DES DECHETS



SIEGE

6, Rue Grolée
69289 LYON Cédex 02

Téléphone : 04-72-32-56-00
Télécopie : 04-78-38-37-85

E-mail : cabinet-merlin@cabinet-merlin.fr

IMPLANTATION REGIONALE

CABINET d'ETUDES EURYECE
Z.I Bois des Lots – Allée du Rossignol
26130 SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX

Téléphone : 04-75-04-78-24
Télécopie : 04-75-04-78-29



HORIZONS URBAINS

15 rue Portail Fanjoux
26130 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX
Téléphone : 06 81 75 93 97
E-mail : horizonsurbains@gmail.com

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	P.REY BARIAL	R.GIRARD	09/12/2015	Création

SOMMAIRE

1	Contexte législatif et juridique	3
1.1	La loi n°75-633 du 13 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et ses décrets d'application	3
1.2	Le plan interdépartemental de prévention et de gestion des déchets ménagers et industriels non dangereux Drome-Ardeche	4
2	La collecte des déchets ménagers et assimilés	5
2.1	Organisation de la collecte des déchets	5
2.1.1	La collecte des déchets ménagers et déchets assimilés	5
2.1.2	La collecte sélective	6
2.1.3	Le compostage	8
2.1.4	La collecte des encombrants et des déchets divers	8
2.2	Circulation des véhicules de collecte	10
2.2.1	Bennes de collecte pour les bacs et les conteneurs	10
2.2.2	Véhicules de collecte des conteneurs d'apport volontaire	12
2.3	Disposition pour le remisage des contenants	13
2.3.1	L'habitat individuel	13
2.3.2	Les immeubles collectifs	13
2.3.3	Les activités commerciales et les équipements publics	14

1 CONTEXTE LEGISLATIF ET JURIDIQUE

1.1 LA LOI N°75-633 DU 13 JUILLET 1975 RELATIVE A L'ELIMINATION DES DECHETS ET A LA RECUPERATION DES MATERIAUX ET SES DECRETS D'APPLICATION

Cette loi qui fixe les conditions de l'élimination des déchets a été profondément modifiée par les lois n°92-646 du 13 Juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement qui déterminent le cadre de la nouvelle politique dans ce domaine.

Les dispositions de la présente loi ont pour objet :

- ✓ de prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la fabrication et sur la distribution des produits,
- ✓ d'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume,
- ✓ de valoriser les déchets par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir à partir des déchets des matériaux réutilisables ou de l'énergie,
- ✓ d'assurer l'information du public sur les effets pour l'environnement et la santé publique des opérations de production et d'élimination des déchets, sous réserve des règles de confidentialité prévues par la loi, ainsi que sur les mesures destinées à en prévenir ou à en compenser les effets préjudiciables. Est un déchet au sens de la présente loi tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon. Dans ce cadre, conformément au code des collectivités locales (art. L.2224-13 à L.2224-17), les communes ou groupements de communes ont l'obligation d'assurer l'élimination des déchets des ménages. Ils peuvent assurer également l'élimination des autres déchets définis par le décret, qu'ils peuvent, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, collecter et traiter sans sujétions techniques particulières.

1.2 Le Plan Interdépartemental de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers et Industriels Non Dangereux Drôme-Ardèche

Le plan interdépartemental de prévention et de gestion des déchets ménagers et industriels non dangereux Drôme Ardèche a été approuvé par les deux assemblées départementales en décembre 2014. Ce dernier a été élaboré en vue de :

- mettre en œuvre la politique de gestion des déchets,
- coordonner les actions qui seront entreprises à l'échéance de cinq à dix ans, tant par les pouvoirs publics que par des organismes privés.

Ainsi le plan départemental, approuvé par les deux assemblées départementales, est opposable aux personnes morales de droit public et à leurs concessionnaires. Il transcrit au plan local les objectifs de la loi :

- ✓ Réduire la quantité et la toxicité des déchets produits,
- ✓ Organiser le transport des déchets,
- ✓ Valoriser les déchets par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie,
- ✓ Ne plus accueillir en décharge, à compter du 1^{er} juillet 2002, que des déchets ultimes,
- ✓ Assurer l'information du public.

Son élaboration, sous l'autorité du préfet, a fait l'objet d'une large concertation dans le cadre d'une commission réunissant à la fois collectivités locales, industriels producteurs de déchets, industriels éliminateurs de déchets, associations de protection de l'environnement, experts techniques et scientifiques de l'Etat. L'expérience montre en effet que si les questions liées aux déchets font l'objet de débats très vifs et contradictoires, les orientations générales sur le long terme peuvent faire l'objet d'un consensus entre toutes les parties. La loi a prévu en particulier que le projet de plan soit soumis à enquête, pour que le public puisse s'informer d'une part, et exprimer ses réactions d'autre part, avant son approbation par le préfet. Après approbation, toutes les décisions doivent être compatibles avec le plan. Ce qui signifie notamment que toutes les installations qui collectent, regroupent, traitent ou stockent des déchets, et qui sont soumises à autorisation préfectorale, doivent respecter ces dispositions. Le plan de gestion des déchets ménagers et assimilés complète les plans régionaux d'élimination des déchets industriels et des déchets d'activité de soins. Il vient également en complément du plan départemental de gestion des déchets du bâtiment et des travaux publics élaboré dans le département.

2 LA COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

2.1 ORGANISATION DE LA COLLECTE DES DECHETS

Ce domaine relève des compétences de la Communauté de Communes du Crestois Pays de Saillans.

La Communauté de communes adhère au SYTRAD qui assure le traitement des déchets ménagers et assimilés par le biais de ses propres installations :

- un centre de tri des collectes sélectives (hors verre) à Portes-lès-Valence
- 3 Centres de Valorisation Organique (CVO) pour les ordures ménagères résiduelles

La compétence « déchets » de la communauté de communes comprend également la gestion des déchetteries. Les administrés ont ainsi accès à la déchetterie située à Aoust sur Sye, rue du 19 mars 1962 à proximité de « Cap Plein air », à la déchetterie de Saillans ainsi que celle de Crest.

2.1.1 LA COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET DECHETS ASSIMILES

Les ordures ménagères sont les déchets produits par les ménages à l'exclusion notamment des déchets suivants :

- la catégorie de déchets visés par la collecte des recyclables
- déchets toxiques
- les déblais, gravats, décombres et débris,
- les déchets encombrants
- déchets verts

La collecte est assurée tous les mardis et vendredi matin en période hivernale et le mardi, jeudi et samedi matin en période estivale (15 juin au 15 septembre) :

- ✓ en bacs individuels pour l'habitat pavillonnaire accessible aux véhicules de collecte ;
- ✓ en point de regroupement dans les impasses et les voies non accessibles aux véhicules de collecte

Les déchets assimilés sont les déchets de même nature que ceux des ménages, qui peuvent être éliminés dans les mêmes conditions, mais produits par toute activité professionnelle, privée ou publique et pouvant être collectés, sans sujétion particulière.

La collecte de ces déchets donne lieu à l'application de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM).

2.1.2 LA COLLECTE SELECTIVE

Le tri sélectif est collecté en Point d'Apport Volontaire. Les points d'apport volontaire pour le tri sélectif permettent de collecter notamment les bouteilles et les flacons plastiques, les briques alimentaires, les emballages métalliques, le verre, les papiers/journaux et les emballages cartons.

Un guide du tri a été réalisé par la Communauté de communes à l'usage des administrés.

Ces points d'apport permettent de collecter :

PAPIER/CARTON	CORPS CREUX	VERRE
Papiers, Journaux Magazines, Catalogues, Enveloppes avec ou sans fenêtre	Bouteilles en plastique	Flacons, bocaux
	Flacons en plastique	Bouteilles toutes tailles
	Briques alimentaires	Petits pots bébé
	Boîtes métalliques	
	Barquettes aluminium Bouteilles d'huile ménagère	Ne pas déposer la vaisselle, vitres, miroirs, ampoules, porcelaine
	Aérosols	

VOIR PAGE SUIVANTE – POINT D'APPORT VOLONTAIRE DE COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET DE TRI SELECTIF

Figure 1 Point d'apport volontaire de collecte des déchets ménagers et de tri sélectif

2.1.3 LE COMPOSTAGE

La Communauté de communes recommande aux habitants disposant d'un espace ouvert, de se doter d'un composteur. La CCCPS met en vente des composteurs, afin de favoriser ce mode de recyclage. Tous les déchets d'origine végétale peuvent être mis dans le composteur :

- des déchets de cuisine : épluchures, pain rassis, essuie-tout, filtres et marc de café, sachets de thé...
- des déchets de jardin : feuilles, fleurs fanées, branchages (pas plus gros que 5 cm de diamètre), écorces...
- Déchets minéraux : coquille d'oeufs

Le compost permet de :

- produire son propre engrais et nourrir son jardin naturellement,
- donner une seconde vie à nos déchets et participer au développement durable,
- réduire les coûts d'élimination des ordures ménagères en réduisant la part des déchets à transporter et à traiter.

2.1.4 LA COLLECTE DES ENCOMBRANTS ET DES DECHETS DIVERS

Les déchèteries du territoire complètent la chaîne de gestion et valorisation des déchets ménagers, en collectant des matériaux spécifiques qui ne sont pas acceptés dans les poubelles à ordures ménagères ou les conteneurs de tri.

La commune d'AOSTE SUR SYE dispose de sa propre déchetterie, gérée par la communauté de communes du Crestois Pays de Saillans.

Les habitants et les entreprises doivent se présenter munis d'une carte nominative permettant l'accès aux déchetteries intercommunales (Saillans, Crest, Aoste sur Sye). Délivrée gratuitement par la communauté de communes, cette carte est exigée à chaque passage en déchèterie pour, entre autres, mieux gérer le service. A noter qu'une carte magnétique nominative est nécessaire pour accéder à la déchetterie d'Aoste sur Sye. Celle-ci est également délivrée gratuitement sur justificatifs à l'accueil de la CCCPS.

La carte d'accès permet en effet de :

- Contrôler l'accès à la déchèterie,
- identifier l'origine des usagers,
- mesurer la qualité et quantité de déchets apportés,
- comptabiliser précisément les enlèvements de bennes,
- gérer les comptes payants des professionnels.

Déchets acceptés en déchèterie :

- ✓ Bois (non traités, non ferrailés, non peints et non vitrés)
- ✓ Cartons
- ✓ Cartouches et téléphones portables
- ✓ DASRI : Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux
- ✓ Déchets ménagers spéciaux (peintures, solvants...)
- ✓ DEEE : Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (électroménager, écrans)
- ✓ Batteries
- ✓ Encombrants (meubles usagés, literies...)
- ✓ Gravats
- ✓ Huiles alimentaires (fritures)
- ✓ Huiles de vidange
- ✓ Métaux
- ✓ Papiers, journaux
- ✓ Plastiques, briques alimentaires
- ✓ Piles & accumulateurs
- ✓ Souches
- ✓ Végétaux
- ✓ Verre
- ✓ Vêtements usagés

Les ordures ménagères, les cadavres d'animaux, l'amiante et certains produits classés dangereux (DIS ou Déchets Industriels Spéciaux) pour lesquels des filières spécifiques existent, sont refusés en déchetterie.

La déchetterie est un espace clos et gardienné, où les particuliers peuvent venir déposer les déchets qui ne sont pas collectés dans les circuits habituels de ramassage des ordures ménagères.

Un tri effectué par l'usager lui-même dans la déchetterie, permet la récupération de certains matériaux.

C'est un lieu de transit pour les déchets.

Les déchets provenant des entreprises et de l'artisanat ne sont pas acceptés.

La mise en place de cet équipement répond principalement aux objectifs suivants :

- ✓ économiser les matières premières en recyclant certains déchets,
- ✓ permettre à la population d'évacuer ses déchets encombrants dans de bonnes conditions,
- ✓ limiter la multiplication des dépôts sauvages sur AOSTE SUR SYE et sur l'ensemble du territoire de la Communauté de communes.

2.2 CIRCULATION DES VEHICULES DE COLLECTE

2.2.1 BENNES DE COLLECTE POUR LES BACS ET LES CONTENEURS

2.2.1.1 Les principes généraux

Les véhicules de collecte doivent pouvoir circuler suivant le code de la route. Les voies de circulation doivent être dimensionnées pour le passage de véhicules poids lourds de "26 tonnes".

Pour plus de précisions sur les voies, il est possible de contacter les services de la mairie de AOUTE SUR SYE ou la Communauté de Communes du Crestois Pays de Saillans.

La collecte n'est réalisée au porte à porte que lorsque les normes de sécurité stipulées dans la recommandation R.388 de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie peuvent être respectées.

Les impasses ne seront desservies qu'à condition d'être équipées à leur extrémité d'une aire de retournement de dimension suffisante conforme aux indications de l'article 2.3.1.2, les marches arrière ne seront effectuées qu'exceptionnellement et sur de très courtes distances.

En cas de risque identifié mettant en cause la sécurité des personnes ou des biens, la Communauté de communes se réserve le droit de faire mettre en place des points de regroupement pour la collecte.

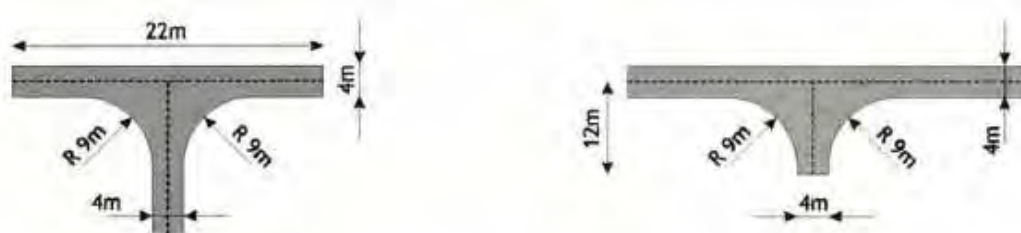
Les usagers et riverains doivent en outre veiller à ce que la circulation des véhicules de collecte, sur la voie ne soit entravée par aucun obstacle. Tout type de végétation pouvant entraver la circulation doit faire l'objet d'un élagage régulier permettant un passage aisé en largeur et en hauteur (3,70 m de hauteur nécessaire). Une attention particulière doit être apportée pour éviter un stationnement anarchique.

2.2.1.2 Les voies en impasse

Les voies en impasse doivent se terminer par une aire de retournement libre de stationnement de façon à ce que le véhicule de collecte puisse effectuer un demi-tour sans manœuvre spécifique (diamètre minimum de la placette de retournement : 18 m).

Un terre-plein central peut être aménagé, une largeur de voie de 5 m est toutefois nécessaire à la circulation du véhicule de collecte.

Dans le cas où une aire de retournement ne pourrait être aménagée, une aire de manœuvre en "T" devra être prévue selon les dimensions suivantes :



Aires minimales de manoeuvres libres de tous obstacles pour
bennes de collecte de déchets ménagers dans les voies en impasse



Si aucune manoeuvre n'est possible dans l'impasse, une aire de regroupement des bacs devra être prévue à l'entrée de l'impasse, sur domaine privé, dans la mesure où la distance à parcourir par les usagers ne dépasse pas 40 m. Si la distance est supérieure, le lotisseur a l'obligation de créer une aire de retournement.

Dans ce cas, les bacs seront des bacs individuels présentés par les usagers et remisés chez eux après chaque collecte.

L'insertion paysagère de cette aire doit être prévue, et son entretien est du ressort du propriétaire ou des co-propriétaires.

2.2.1.3 Les voies privées

Toute desserte de la collecte sur une voie privée sera transmise pour accord, sous forme d'une demande écrite à la Communauté de communes, par le gestionnaire de l'espace.

2.2.1.4 Lotissements en construction

Les déchets de chantier ne sont pas collectés. Les entreprises doivent assurer l'élimination de leurs déchets vers les filières adaptées.

La collecte des déchets ménagers ne peut démarrer que lorsque la voirie permet le passage d'un véhicule de 26 tonnes et après demande du lotisseur. Sans voirie adaptée, celui-ci devra prévoir le regroupement des bacs en un point de collecte validé par la Communauté de Communes.

2.2.2 VEHICULES DE COLLECTE DES CONTENEURS D'APPORT VOLONTAIRE

Les principes généraux définis à l'article 2.1 ci-dessus (circulation des véhicules de collecte / bennes de collecte pour les bacs) sont également préconisés.

De plus, il faut veiller, lors de l'implantation des colonnes ou conteneurs d'apport volontaire aux principes suivants :

- ✓ distance maximale de 3 m entre le système de préhension du conteneur (axe central du conteneur) et la voie d'accès,
- ✓ absence de lignes (électriques, téléphoniques, ...) pouvant gêner la manœuvre,
- ✓ élagage régulier des branchages dans l'environnement proche du conteneur.

2.3 DISPOSITION POUR LE REMISAGE DES CONTENANTS

2.3.1 L'HABITAT INDIVIDUEL

Les bacs déchets ménagers et sélectifs doivent être remisés sur le domaine privé, dans un espace fermé autant que possible, permettant une sortie aisée des bacs le jour de collecte.

2.3.2 LES IMMEUBLES COLLECTIFS

Dans le cas des nouveaux projets ou réhabilitation, le stockage des contenants sera impérativement prévu sur le domaine privé.

2.3.2.1 Locaux de pré-collecte

Des locaux déchets devront être prévus et dimensionnés pour la collecte des déchets ménagers, production journalière de 5 litres par habitant. Le volume et le nombre des conteneurs mis à disposition des usagers devront être définis en conséquence.

Les locaux poubelles devront être dimensionnés en fonction du nombre de logements ou d'habitants. Les locaux de stockage des bacs devront respecter les principes suivants :

- ✓ être facilement accessibles aux usagers,
- ✓ être bien éclairés et aérés,
- ✓ permettre la manipulation aisée des récipients :
 - pente de 5 à 6% maximum,
 - absence de marche, largeur des portes,...
 - facilité d'entretien :
 - revêtement,
 - poste de lavage,
 - évacuation des eaux usées.

La sortie des bacs doit se faire sur la voie publique, cette dernière étant à la charge de la copropriété.

Dans le cas, où la présence sur le trottoir est problématique (sécurité...), des aires extérieures pourront également être aménagées afin de présenter les bacs en bordure de voie, accessibles aux véhicules de collecte.

2.3.2.2 Conteneurs enterrés

Dans le secteur d'habitat collectif, la mise en oeuvre de conteneurs enterrés peut remplacer la gestion des déchets en pré collecte par locaux.

Pour une centaine d'habitants, la fréquence de collecte est hebdomadaire pour les conteneurs de capacités suivantes :

- ✓ conteneurs enterrés pour les déchets résiduels : capacité 4 à 5 m³
- ✓ Conteneurs enterrés pour le verre 3 m³ (selon l'importance du programme d'habitat, 400 habitants).

Le financement et la mise en oeuvre sont à la charge du gestionnaire. La collectivité ayant un droit de regard sur le choix des produits mis en oeuvre, compte tenu des contraintes de collecte.

2.3.3 LES ACTIVITES COMMERCIALES ET LES EQUIPEMENTS PUBLICS

Comme pour les immeubles collectifs, les activités commerciales et industrielles doivent disposer d'un local adapté pour le stockage des bacs, liés à la gestion de leurs déchets. Pour les immeubles intégrant à la fois des activités commerciales et de l'habitat, des locaux séparés doivent être prévus.